**Anne-Laure CHAUMETTE et Nicolas HAUPAIS (dir.),
*Religion et droit international. Actes du colloque à
l'Université Paris Nanterre, 13 octobre 2016***

Paris, Pedone, 2019

Jacobo Ríos-Rodríguez

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/rdr/1283>

DOI : 10.4000/rdr.1283

ISSN : 2534-7462

Éditeur

Presses universitaires de Strasbourg

Édition imprimée

Date de publication : 16 novembre 2020

Pagination : 203-204

ISBN : 979-10-344-0073-7

ISSN : 2493-8637

Référence électronique

Jacobo Ríos-Rodríguez, « Anne-Laure CHAUMETTE et Nicolas HAUPAIS (dir.), *Religion et droit international. Actes du colloque à l'Université Paris Nanterre, 13 octobre 2016* », *Revue du droit des religions* [En ligne], 10 | 2020, mis en ligne le 16 novembre 2020, consulté le 03 mai 2022. URL : <http://journals.openedition.org/rdr/1283> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/rdr.1283>

Ce document a été généré automatiquement le 3 mai 2022.

La *revue du droit des religions* est mise à disposition selon les termes de la Creative Commons - Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale 4.0 International - CC BY-NC 4.0.

Anne-Laure CHAUMETTE et Nicolas HAUPAIS (dir.), *Religion et droit international. Actes du colloque à l'Université Paris Nanterre, 13 octobre 2016*

Paris, Pedone, 2019

Jacobo Ríos-Rodríguez

RÉFÉRENCE

Anne-Laure CHAUMETTE et Nicolas HAUPAIS (dir.), *Religion et droit international. Actes du colloque à l'Université Paris Nanterre, 13 octobre 2016*, Paris, Pedone, 2019, 284 p.

- 1 Dans cet ouvrage collectif rédigé par dix-sept universitaires, essentiellement maîtres de conférences et professeurs, la question des liens entre la religion et le droit international est traitée de manière à la fois riche et large, dans le but d'éclairer cet « angle mort » du droit international et d'aller au-delà des questions traditionnelles, déjà connues, de la liberté religieuse et de la protection de l'être humain. Comme indiqué dans son intitulé, l'ouvrage est élaboré à partir des actes d'un colloque de l'Université Paris Nanterre, et il se divise en deux parties, « Le droit international vu par les religions » et « La place du religieux dans le droit international ». La première partie est à son tour composée de deux piliers : d'une part les rapports entre les religions chrétienne, judaïque et islamique et le droit international ; d'autre part, le rôle international du Saint-Siège et des organisations internationales en la matière, comme l'Organisation de la coopération islamique. L'approche de cette partie est donc plus classique, mais elle sert à mettre en place la thématique traitée de manière claire et structurée. En revanche, la deuxième partie montre un caractère beaucoup plus

hétérogène voire audacieux, partant des sources du droit – le « droit transnational » religieux ! – pour s'ouvrir à des acteurs non gouvernementaux, comme les OGN et la société civile, et terminer ensuite par la question bien connue, mais renouvelée, du maintien de la paix et la sécurité collective, traitée ici sous le prisme religieux.

- 2 À l'occasion de ces diverses thématiques, les auteurs développent une argumentation riche en éléments historiques et juridiques, avec de nombreuses références introductives à des auteurs classiques (Léon Duguit, George Scelle, par exemple) et des courants qui relient la religion au droit international, tels que le jusnaturalisme. Lorsque l'ouvrage se penche sur les aspects institutionnels et gouvernementaux, comme le rôle du Saint-Siège à l'ONU et au Conseil de l'Europe, il apporte un éclairage remarquable et rare, s'inscrivant dans des interrogations très contemporaines concernant la personnalité juridique de cet État « non membre, observateur permanent » des Nations unies (Anne-Thida Norodom, p. 88) qui, avec une population si restreinte, dispose de pouvoirs et d'une influence étendus. C'est dans cette optique que l'on comprend la qualification de « droit transnational », lorsque par exemple les normes de droit canonique ou de droit musulman sont analysées comme des « règles régissant des communautés juridiques sectorielles au-delà des frontières nationales » (Franck Latty, p. 148), un droit transnational qui n'est pas uniquement source matérielle des ordres internes, mais aussi de l'ordre juridique international. Dans cet ensemble de questions, l'ouvrage ne renonce pas aux aspects les plus techniques, comme les « réserves religieuses » aux traités de droits de l'homme (Marjorie Beulay, p. 167), dont on discute la validité tout en rappelant leur encadrement très faible en droit international. Le fait gouvernemental, l'État, et non gouvernemental, la société civile, méritent également des chapitres différenciés, l'un pouvant être récepteur des aspects religieux lors de sa formation, l'autre étant une voie d'action habituelle et indispensable de ces valeurs dans le cadre des ONG, y compris comme des « acteurs de terrain » (Marina Eudes, p. 194).
- 3 En somme, il s'agit d'un ouvrage à la fois original et très complet, débordant de références et d'illustrations, et abordant de très nombreuses questions autour de la thématique centrale des liens entre la religion et le droit international, dans une analyse critique et pédagogique de leurs contours. La question de la perméabilité ou non du droit international aux valeurs religieuses est sous-jacente de manière plus ou moins implicite à la plupart des contributions. Quelle que soit la réponse, l'ouvrage atteint parfaitement son but, qui est d'éclairer les lecteurs sur tous ces aspects en dépassant l'angle d'approche traditionnel – et restreint – fondé sur la liberté religieuse, pour s'inscrire dans une perspective ouverte et stimulante.

AUTEURS

JACOBO RÍOS-RODRIGUEZ

Maître de conférences en droit public, Université de Perpignan Via Domitia, Centre du droit économique et du développement (CED)